



2006 - 6^{ème} matinée

Les matinées de la participation

Rencontre et échanges de pratiques avec le Réseau Régional de la Démocratie Participative

Samedi 3 juin

Compte rendu

Le Réseau Régional de la Démocratie Participative (RRDP) est constitué de plus de 200 personnes de la Région Rhône-Alpes, associations, élus, professionnels et citoyens engagés, ayant en commun une pratique participative.

La 6^{ème} Matinée de la Métro est l'occasion de croiser les deux réseaux sur leur sujet commun. Au programme la présentation d'un état des lieux de la participation des habitants dans les communes et

l'agglomération grenobloise avec le regard de l'Agence d'Urbanisme (AURG) puis le regard de LAHGLO, Les Associations d'Habitants du Grand Grenoble, Lien et Ouverture, association rassemblant des associations de quartier des différentes communes de l'agglomération.

Le "feu des questions" sur ces deux éclairages a ainsi construit à la fois le 4^{ème} "grill" du RRDP et la 6^{ème} matinée de la Métro.

les matinées

Depuis janvier 2003, deux à trois fois par an à La Tronche, le samedi matin, se déroulent des matinées d'échanges d'expériences autour de la question de la participation des habitants. Initiées et animées par la Métro, elles sont destinées à la fois aux acteurs directement impliqués dans des démarches participatives et aux élus, professionnels et habitants curieux d'entendre les expériences de chacun ou soucieux d'acquérir quelques connaissances et astuces en la matière.

Ces séances articulent échanges de pratiques à partir des expériences communales ou associatives et débats de fond, questions pratiques et réflexion sur les enjeux. Les points de vue s'expriment sans langue de bois et dans une recherche constante de construire progressivement une culture commune de la participation.

Chaque matinée réunit entre 50 et 100 personnes selon les sujets abordés.

Etat des Lieux, les pratiques participatives de l'agglomération

Chaque année depuis 2002 et avec la coopération de Yves Sintomer, professeur de sociologie à l'Université de Paris VIII, l'Agence d'Urbanisme (AURG) établit pour la Métro un état de l'avancement des pratiques participatives. Cette année, celui-ci est construit à partir des réponses à un questionnaire proposé aux 26 communes, à une trentaine d'associations et à 22 habitants engagés dans les instances de concertation. Sans rapporter de manière exhaustive la présentation que nous ont faite Sylvie Barnezet et Sarah Odru, en voici quelques éléments :

La diversité des formes, des espaces, des publics, des productions, de la communication, etc. est ce qui apparaît fortement au retour des questionnaires. Les actions se donnent des objectifs plus globaux avec un positionnement du citoyen davantage au cœur de la décision publique.

On n'est plus cantonné sur les territoires de la Politique de la Ville, on traite du PLU ou de l'Agenda 21, sans pour autant que le croisement entre les thèmes traités soit réalisé.

Les grandes communes cherchent désormais à toucher le grand public par des événements fédérateurs.

Les règles de fonctionnement semblent mieux énoncées et si on constate encore l'absence de certains publics, les jeunes par exemple, on cherche à les mobiliser, y compris avec des moyens comme le porte à porte ou le téléphone.

De plus en plus, les dispositifs sont conduits par des professionnels. Les budgets alloués au fonctionnement sont plus répandus. Reste à améliorer l'intégration de la participation dans le fonctionnement du service public et les circuits de la décision.

Reste aussi à faire le lien entre les dispositifs, développer de la formation, aborder la question de l'évaluation.

À l'échelle de l'agglomération, la Métro développe un appui aux acteurs en participant aux financements d'actions municipales, associatives, de formation ou d'échange de pratiques. Elle a engagé une démarche partagée de charte d'agglomération, les rencontres "jeunes-élus", le suivi local Participando, les jeudis du projet d'agglomération, le conseil de développement. Mais la Métro n'a pas d'enveloppe identifiée autre que le contrat de ville ni de dispositif de prise en compte des avis des habitants hors conseil de développement.

Les communes sont en attente de capitalisation, de méthodologie, d'appui pour construire une culture de la participation fondée sur les pratiques et les compétences.

Les associations dont les objectifs liés au cadre de vie sont désormais dans des démarches d'éducation à la citoyenneté, de responsabilisation des habitants, voudraient des règles du jeu plus claires de la part des institutions. Confiance et reconnaissance sont encore des sujets sensibles. Elles pointent la difficulté d'accès à l'information, le peu d'échange sur les projets intercommunaux. Elles revendiquent des moyens de formation, en particulier sur la question de l'évaluation.

Les habitants soulignent l'enrichissement intellectuel et social de leur expérience. Cependant, ils ne considèrent pas être dans des processus de participation à la décision, parlent plutôt de consultation. Ils soulignent la difficulté pour un conseil de quartier à aborder les sujets de la compétence de la Métro, voudraient être in-

formés en amont des débats et avoir davantage de retours. Apprendre à échanger, à travailler ensemble, faire de l'éducation à la participation, voilà un projet attendu.

Yves Sintomer souligne quelques points :

Les associations territoriales ne sont plus les seules à participer, les associations thématiques émergent.

De même, la politique de la ville n'est plus seule porteuse : même quand l'adjoint à la participation n'a pas de service dédié, le sujet est davantage partagé.

Sur les buts de la participation, les institutions évoquent plutôt l'amélioration des politiques publiques alors que les associations se réfèrent plutôt au renforcement du lien social. Si on a su dépasser la question de la représentativité, en particulier en s'appuyant sur l'idée d'écoute d'une plus grande diversité, celle-ci n'est pas pour autant réalisée, les jeunes et les étrangers par exemple sont encore loin.

Faut-il inventer de nouveaux outils pour les impliquer ? des outils qui s'appuient davantage sur le projet, par exemple qui permettent de construire un engagement ?

On participe un peu à la décision, par exemple sur des enveloppes de quartier, mais les échelles financières mises en jeu sont très faibles (quelques euros par habitants), au regard d'expériences à Berlin, 40 euros, dans les lycées de Poitou-Charente, 300 euros, ou une expérience italienne, 600 euros.

Sur la question de l'évaluation, on prend conscience qu'il en faut davantage, reste à définir qui doit en être le porteur et comment la conduire ?

LAHGGLO prend la tribune

Ce simple fait est relevé comme une preuve d'évolution par Marie Christine Simiand et François Hollard. Ils nous retracent la filiation de cette association d'associations depuis 1926, date de création de la première Union de Quartier à l'Ile Verte à Grenoble, en passant par le CLUQ, à l'échelle de la ville ou le CARNAC, à l'échelle nationale.

La création de LAHGGLO s'impose lors de la création de l'intercommunalité qui voit de nombreuses compétences quitter le niveau communal avec cependant des conséquences importantes au niveau des quartiers. LAHGGLO fait un travail de forma-

tion et d'appui, par exemple pour la création du Conseil de développement en participant à des rencontres avec Nantes ou Lyon, ou sur des questions d'économie d'énergie.

Globalement, il semble plus facile à LAHGGLO de construire des coopérations avec les collectivités quand le sujet reste global et à distance. Si l'on peut assez bien travailler sur le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) ou sur le Plan de Déplacement Urbain (PDU), cela semble beaucoup plus compliqué de travailler sur la carte scolaire du Grésivaudan, le logement, ou pire, l'implantation d'aires d'accueil des gens

du voyage. Les propositions de mettre au débat les grands équipements d'agglomération comme le stade ou la MC2 n'ont pas reçu de réponse. Il reste bien difficile d'être informé en amont des projets, ce qui freine l'action des associations pour apporter une vraie contribution.

Enfin LAHGGLO souligne la difficulté d'agir sans soutien financier. Comment, par exemple, le Conseil Régional pourrait jouer un rôle sur les besoins en formation, en voyage d'étude, en outils de diffusion? La Métro pourrait-elle apporter un soutien à la structuration d'un réseau local?

Passés sur le Grill

Quelques morceaux choisis extraits du débat.

De la confiance à la mobilisation

Qu'on soit du côté des institutions, des associations ou des individus, le sentiment le mieux partagé est celui de ne pas se sentir reconnu.

Des habitants ont le sentiment que les élus sont trop frileux, qu'ils considèrent associations et habitants organisés comme des éléments perturbateurs.

Des élus tentent de montrer leurs efforts d'ouverture mais ont le sentiment que les associations et les habitants ne mobilisent que s'ils craignent une remise en cause de leurs acquis, sans jamais considérer la raison commune.

Les professionnels sont considérés comme principaux obstacles du développement de la participation

sans qu'on prenne jamais en compte la profonde mutation qu'ils sont en train de faire.

La reconnaissance passe aussi par une refonte de la démocratie locale qui doit maintenant accorder le droit de vote aux étrangers.

On rappelle que la mobilisation est liée à la vérification de la valeur des débats dans les réalisations, si possible rapides.

Il faut sans doute être plus vigilant aux écarts entre les attentes de l'institution, pressées de rétablir ses liens avec les habitants, pendant que certaines expériences portées dans la durée, notamment sur les territoires

de la précarité, ou auprès de la jeunesse, restent invisibles, souterraines ou peu considérées.

Attention aussi à l'idée que la seule chose qu'on peut mettre en débat c'est le projet urbain, le projet d'aménagement. Les gens, et les jeunes en particulier, aspirent surtout à avoir une prise sur de la vie, sur les questions de société, sur le fonctionnement de la ville.

Sans doute l'institution s'est beaucoup tournée vers "la poursuite de l'habitant lambda". Nous entrons dans une nouvelle période qui doit redonner du sens à l'action collective et donc un rôle aux organisations de la société civile.

Préparé sur le Grill

Quelques morceaux choisis extraits du débat.

Evaluation ?

Encore parent pauvre de la participation, l'évaluation devient cependant une demande pressante. Mais qui doit la faire ? Peut-on imaginer de l'auto-évaluation qui permette aux habitants d'avoir une influence sur la définition de l'intérêt commun ? On ne peut plus se contenter d'une expertise unique des professionnels qui peuvent trop facilement bloquer des processus sous des prétextes techniques. Cela rejoint la nécessité d'une

organisation des services publics sur une réelle transversalité, à l'image des assemblées de la participation.

C'est maintenant un leitmotiv, les règles doivent être claires et connues. Mais leur évolution doit être conduite en participation aussi, ce qui ne veut pas dire que les élus s'en dessaisissent, mais que leur évolution doit se faire sous influence des participants.

Quartier, commune, aggro, une redéfinition des lieux

Bien souvent, tout s'organise autour de la proximité. Alors que les usages sont dans la mobilité. Pour faire participer les gens à une dynamique de territoire il faut sans doute construire les liens inter-territoire. L'absence des jeunes, on l'a vu dans l'étude portée par Cap Berriat, est en partie due à des propositions de participation sur des échelles de territoire trop réduites.

De la même façon, il convient aussi d'inventer et d'expérimenter de nouvelles formes et de nouvelles méthodes. Plutôt que la réunion frontale, oser des "rings des sujets qui fâchent" comme au forum initiative jeunesse "Merci de déranger".

On constate aussi une absence du monde économique et en particulier

des chefs d'entreprise. Sans doute n'y voient-ils pas assez d'enjeux. Mais peut-être la forme ne leur convient pas non plus. Et surtout, a-t-on suffisamment proposé aux acteurs de l'entreprise que sont les salariés, les syndicats, de venir prendre place dans les instances de participation ?

Enfin, on a longtemps proposé que ces lieux restent neutres, qu'on n'y permette pas aux voix partisanes d'en faire des tribunes. Mais on constate que ces lieux sont des espaces de débat politique au sens noble du terme. Ne faut-il pas qu'ils accueillent ceux qui font de la politique, ne serait-ce que pour qu'ils intègrent dans leurs programmes ce qui compte dans ces instances ? Le sujet reste polémique, comme l'idée que l'école pourrait être aussi un lieu d'éducation politique.

De la formation à l'éducation populaire

La demande est récurrente, autant lors des présentations de l'AURG et de l'AHGGLO que tout au long des débats. Il manque une dimension formative en relation avec les expériences de participation. Le sujet principal, c'est justement la participation. Comment mieux conduire ces dispositifs ? Et il ne s'agit pas de former des spécialistes. Il s'agit bien de mettre chacun, habitants, élus et

professionnels, ensemble, dans une plus grande capacité de débat. C'était ce que réalisait jadis l'éducation populaire. C'est ce qu'il faut remettre au goût du jour. Et c'est peut-être le rôle de la Métro ou du Conseil Régional de permettre la mise en œuvre de cette dimension, dans laquelle les savoirs ne sont pas encore établis et pour lesquels l'échange d'expérience est fondateur.

Contacts des réseaux

Adate

Rached SFAR
responsable Centre Isère
04.76.53.04.86
rached.sfar@adate.org

Echirolles

Véronique Nedjai
responsable service Vie Associative
04.38.70.17.70
v.nedjai@ville-echirolles.fr

Fontaine

Rania Grandjean
référénte habitant
04.76.27.68.03
Thibault Rigaux
agent de développement local service
DSU vie des quartiers
04.76.27.58.71
thibault.rigaux@fontaine38.fr

Grenoble

Fouzia AMARI
agent de développement DSU secteur 5
04.76.44.96.65
fouzia.amari@ville-grenoble.fr

Pont-de-Claix

Muriel Arbonville
chef de projet Politique de la Ville
04.76.29.80.40
muriel.arbonville@ville-pontdeclaix.fr

Saint-Martin-d'Hères

Robert Couvreur
directeur du service vie associative
04.76.00.71.23
Henri Rive
président de la commission FPH

Voiron (FPH)

Relais Initiatives Habitants de
Brunetière
Place Salvador Allende
38500 Voiron
04.76.05.24.05
ic.voiron@free.fr

Réseau Régional de la Démocratie Participative

Vanessa BERTRAND
Chargée de Mission Démocratie
Participative
Conseil Régional Rhône-Alpes
04 72 59 53 73

LAHGGLO

François HOLLARD
Marie-Christine SIMIAND
mcsimiand@aol.com

Prochains rendez-vous

Bilan de la Politique de la Ville:

"Les Assises de la Ville"

du 11 au 14 septembre 2006
EVE, Saint-Martin d'Hères

le 11 septembre 18h30.
"Participation des Habitants"
contact: 04 76 59 57 59